

sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), avec effet à compter du 15 octobre 1997, durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge à la Cour municipale de Hull, pour exercer la juridiction prévue par les articles 27, 28 et 29 de cette loi.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

28710

Gouvernement du Québec

Décret 1319-97, 8 octobre 1997

CONCERNANT la désignation de juges coordonnateurs à la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu des articles 103 et 104 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), le juge en chef de la Cour du Québec, avec l'approbation du gouvernement, peut désigner parmi les juges de cette cour, dix juges coordonnateurs et, de la même manière, déterminer la durée de leur mandat qui est d'au plus trois ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1213-97 du 17 septembre 1997, la désignation de monsieur le juge Gérald Desmarais comme juge coordonnateur pour les districts judiciaires de Saint-François, de Mégantic, de Bedford et de Drummondville a été approuvée de nouveau alors qu'il avait été remplacé par monsieur le juge Michel Beauchemin par le décret 1616-96 du 18 décembre 1996;

ATTENDU QU'il y a lieu de corriger le décret 1213-97 du 17 septembre 1997;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le décret 1213-97 du 17 septembre 1997 soit modifié par la suppression:

a) dans le troisième ATTENDU du préambule, des mots «Gérald Desmarais,»;

b) dans le dispositif, du paragraphe e.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

28711

Gouvernement du Québec

Décret 1320-97, 8 octobre 1997

CONCERNANT l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la Cour municipale locale de la Ville de Plessisville

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), le conseil d'une municipalité locale ayant établi une cour municipale locale et celui d'une autre municipalité locale n'ayant pas établi une telle cour peuvent adopter chacun un règlement pour autoriser la conclusion d'une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale locale existante;

ATTENDU QU'en vertu des articles 19 et 20 de cette loi, l'entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale d'une cour municipale existante est sujette à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QUE les municipalités suivantes ont dûment adopté, à la date indiquée, un règlement autorisant la conclusion d'une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence de la Cour municipale locale de la Ville de Plessisville au territoire des villages de Bernierville et de Laurierville, des paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes, de Plessisville et de Saint-Pierre-Baptiste, des municipalités de Lyster, de Saint-Ferdinand, de Sainte-Julie et de Villerooy:

Ville de Plessisville:	Règlement 1323 du 5 mai 1997
Village de Bernierville:	Règlement 275 du 5 mai 1997
Village de Laurierville:	Règlement 267 du 5 mai 1997
Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes:	Règlement 180-97 du 5 mai 1997
Paroisse de Plessisville:	Règlement 446-97 du 28 mai 1997
Paroisse de Saint-Pierre-Baptiste:	Règlement 154-A du 5 mai 1997
Municipalité de Lyster:	Règlement 173 du 5 mai 1997
Municipalité de Saint-Ferdinand:	Règlement 970024 du 7 mai 1997
Municipalité de Sainte-Julie:	Règlement 1997-02 du 12 mai 1997
Municipalité de Villerooy:	Règlement 97-CM-59 du 5 mai 1997;

ATTENDU QUE l'entente a été signée par les parties le 11 juillet 1997;

ATTENDU QU'une copie certifiée conforme des règlements municipaux dûment adoptés et l'entente ont été transmises au ministre de la Justice et que le ministre des Affaires municipales en a été avisé;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver cette entente;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice et du ministre des Affaires municipales:

QUE l'entente jointe à la recommandation ministérielle et portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence de la Cour municipale locale de la Ville de Plessisville au territoire des villages de Bernierville et de Laurierville, des paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes, de Plessisville et de Saint-Pierre-Baptiste, des municipalités de Lyster, de Saint-Ferdinand, de Sainte-Julie et de Villeroy soit approuvée:

QUE cette entente entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

28712

Gouvernement du Québec

Décret 1321-97, 8 octobre 1997

CONCERNANT la composition et la participation de la délégation québécoise à la réunion du Bureau du suivi de la Conférence des ministres francophones de la Justice qui aura lieu au Caire, en Égypte, les 18 et 19 octobre 1997

ATTENDU QUE par décision de la troisième Conférence des ministres francophones de la Justice (CMFJ), tenue au Caire en novembre 1995, il fut créé un Bureau du suivi de la Conférence pour s'assurer de l'application de la Déclaration finale et la mise en oeuvre du Plan d'action adopté à cette conférence;

ATTENDU QUE le Québec est membre du Bureau du suivi de la CMFJ et qu'il est dans son intérêt d'y maintenir une présence active;

ATTENDU QUE la première réunion du Bureau du suivi de la Conférence aura lieu les 18 et 19 octobre 1997, au Caire et qu'il convient de former une délégation officielle pour y participer;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-21.1), toute délégation officielle du Québec à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandatée par le gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du ministre de la Justice, procureur général et ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE monsieur Serge Ménard, ministre de la Justice, procureur général et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dirige la délégation québécoise à la réunion du Bureau du suivi de la Conférence des ministres francophones de la Justice (CMFJ) qui aura lieu au Caire les 18 et 19 octobre 1997;

QUE la délégation québécoise soit composée, outre le ministre de la Justice, de:

Monsieur Michel Bouchard
Sous-ministre
Ministère de la Justice;

Monsieur Clément Lamontagne
Conseiller à la Direction de la francophonie
Ministère des Relations internationales;

QUE la délégation québécoise expose la position du Québec et fasse valoir ses intérêts.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

28713

Gouvernement du Québec

Décret 1322-97, 8 octobre 1997

CONCERNANT le financement temporaire de l'Agence métropolitaine de transport

ATTENDU QU'en vertu de l'article 64 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., c. A-7.02), l'Agence métropolitaine de transport ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter des emprunts temporaires qui portent au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts temporaires en cours;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de cette loi, l'Agence métropolitaine de transport peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, pourvoir à son financement au moyen d'emprunt ou par tout autre moyen et conclure tout contrat à cet égard;